

De l'action directe

Voltairine de Cleyre

1914 (ed. Alexandre Berkman)

Table des matières

Qu'est-ce que l'action directe ?	3
Quelques exemples historiques	4
John Brown	7
Les luttes actuelles contre l'esclavage salarié	8
Pourquoi les patrons ont peur des grèves	9
Toute grève est synonyme de violence	10
Les adversaires de l'action directe	11
Et en attendant ce jour béni ?	12

Du point de vue de celui qui pense être capable de discerner la route du progrès humain, si tant est qu'il doit y avoir un progrès ; du point de vue de celui qui discerne un tel chemin sur la carte de son esprit et s'efforce de l'indiquer aux autres, de le leur montrer comme il le voit ; du point de vue de celui qui, en faisant cela, a choisi des expressions claires et simples à ses yeux afin de communiquer ses pensées aux autres —, pour un tel individu, il apparaît regrettable et confus pour l'esprit que l'expression « action directe » ait soudain acquis, aux yeux de la majorité de l'opinion publique, un sens limité, qui n'est pas du tout inclus dans ces deux mots, et que ceux qui pensent comme lui ne lui ont certainement jamais donné.

Cependant, il arrive souvent que le progrès joue des tours à ceux qui se croient capables de lui fixer des bornes et des limites. Fréquemment des noms, des phrases, des devises, des mots d'ordre ont été retournés, détournés, inversés, déformés à la suite d'événements incontrôlables par ceux qui utilisaient ces expressions correctement ; et ceux qui persistaient à défendre leur interprétation, et insistaient pour qu'on les écoute, ont finalement découvert que la période où se développaient l'incompréhension et les préjugés annonçait seulement une nouvelle étape de recherche et de compréhension plus approfondie.

J'ai tendance à penser que c'est ce qui se passera avec le malentendu actuel concernant l'action directe. A travers la mécompréhension, ou la déformation délibérée, de certains journalistes de Los Angeles, à l'époque où les frères McNamara plaidèrent coupables, ce malentendu a soudain acquis, dans l'esprit de l'opinion, le sens d' « attaques violentes contre la vie et la propriété » des personnes. De la part des journalistes, cela relevait soit d'une ignorance crasse, soit d'une malhonnêteté totale. Mais cela a poussé pas mal de gens à se demander ce qu'est vraiment l'action directe.

Qu'est-ce que l'action directe ?

En réalité, ceux qui la dénoncent avec autant de vigueur et de démesure découvriront, s'ils réfléchissent un peu, qu'ils ont eux-mêmes, à plusieurs reprises, pratiqué l'action directe, et qu'ils le feront encore.

Toute personne qui a pensé, ne serait-ce qu'une fois dans sa vie, avoir le droit de protester, et a pris son courage à deux mains pour le faire ; toute personne qui a revendiqué un droit, seule ou avec d'autres, a pratiqué l'action directe. Il y a une trentaine d'années, je me souviens que l'Armée du Salut pratiquait vigoureusement l'action directe pour défendre la liberté de ses membres de s'exprimer en public, de se rassembler et de prier. On les a arrêtés, condamnés à des amendes et emprisonnés des centaines et des centaines de fois, mais ils ont continué à chanter, prier et défilé, jusqu'à ce que finalement ils obligent leurs persécuteurs à les laisser tranquilles. Les Industrial Workers of the World mènent à présent le même combat, et ont, dans plusieurs cas, obligé les autorités à les laisser tranquilles, en utilisant la même tactique de l'action directe.

Toute personne qui a eu un projet, et l'a effectivement mené à bien, ou qui a exposé son plan devant d'autres et a emporté leur adhésion pour qu'ils agissent tous ensemble, sans demander poliment aux autorités compétentes de le concrétiser à leur place, toute personne qui a agi ainsi a pratiqué l'action directe. Toutes les expériences qui font appel à la coopération relèvent essentiellement de l'action directe.

Toute personne qui a dû, une fois dans sa vie, régler un litige avec quelqu'un et est allé droit vers la ou les personne(s) concernée(s) pour le régler, en agissant de façon pacifique ou par d'autres moyens, a pratiqué l'action directe. Les grèves et les campagnes de boycott en offrent un bon exemple ; beaucoup d'entre vous se souviennent de l'action

des ménagères de New York qui ont boycotté les bouchers et obtenu que baisse le prix de la viande : en ce moment même, un boycott du beurre est sur le point de s'organiser, face à la hausse des prix décidée par les commerçants.

Ces actions ne sont généralement pas le produit d'un raisonnement profond sur les mérites de l'action directe ou indirecte, mais résultent des efforts spontanés de ceux qui se sentent opprimés par une situation donnée.

En d'autres termes, tous les êtres humains sont, le plus souvent, de fervents partisans du principe de l'action directe et la pratiquent. Cependant la plupart d'entre eux sont également favorables à l'action indirecte ou politique. Ils interviennent sur les deux plans en même temps, sans y réfléchir longuement. Seul un nombre limité d'individus se refusent à avoir recours à l'action politique dans telle ou telle circonstance, voire la récusent systématiquement; mais personne, absolument personne, n'a jamais été « incapable » de pratiquer l'action directe.

La majorité de ceux qui font profession de réfléchir sont des opportunistes; ils penchent tantôt vers l'action directe, tantôt vers l'action indirecte, mais sont surtout prêts à utiliser n'importe quel moyen dès lors qu'une occasion l'exige. En d'autres termes, ceux qui affirment que le fait de voter à bulletins secrets pour élire un gouverneur est néfaste et ridicule sont aussi ceux qui, sous la pression de certaines circonstances, considèrent qu'il est indispensable de voter pour que tel individu occupe un poste à un moment particulier. Certains croient qu'en général la meilleure façon pour les gens d'obtenir ce qu'ils veulent est d'utiliser la méthode indirecte : en faisant élire et en portant au pouvoir quelqu'un qui donnera force de loi à ce qu'ils désirent; mais ce sont les mêmes qui parfois, dans des conditions exceptionnelles, prôneront que l'on se mette en grève; et, comme je l'ai déjà dit, la grève est une forme d'action directe. Ou bien ils agiront comme l'ont fait les agitateurs du Socialist Party (organisation qui désormais s'oppose vigoureusement à l'action directe) l'été dernier, lorsque la police tentait d'interdire leurs meetings. Ils sont allés en force aux lieux de réunion, prêts à prendre la parole à n'importe quel prix, et ont fait reculer les forces de l'ordre. Même si cette attitude était illogique de leur part, puisqu'ils se sont opposés aux exécutifs légaux de la volonté majoritaire, leur action constituait un exemple parfait, et réussi, d'action directe.

Ceux qui, en raison de leurs convictions profondes, sont attachés à l'action directe sont seulement... mais qui donc ? Les non-violents, précisément ceux qui ne croient pas du tout en la violence ! Ne vous méprenez pas : je ne pense pas du tout que l'action directe soit synonyme de non-violence. L'action directe aboutit tantôt à la violence la plus extrême, tantôt à un acte aussi pacifique que les eaux paisibles de Siloé. Non, les vrais non-violents peuvent seulement croire en l'action directe, jamais en l'action politique. La base de toute action politique est la coercition; même lorsque l'État accomplit de bonnes choses, son pouvoir repose finalement sur les matraques, les fusils, ou les prisons, car il a toujours la possibilité d'y avoir recours.

Quelques exemples historiques

De nos jours, n'importe quel écolier américain a entendu parler de l'action directe de certains hommes non-violents, dans le cadre de son programme d'histoire. Le premier exemple qui vient à l'esprit est celui des premiers quakers qui s'installèrent au Massachusetts. Les puritains les accusèrent de « troubler les hommes en leur prêchant la paix ». En effet, les quakers refusaient de payer des impôts ecclésiastiques, de porter les armes, de prêter serment d'allégeance à un gouvernement, quel qu'il soit. (En agissant ainsi, ils ont

pratiqué l'action directe, mais de façon passive.) Aussi, les puritains, partisans de l'action politique, ont fait voter des lois pour empêcher les quakers d'entrer sur leur territoire, les exiler, leur infliger des amendes, des peines de prison, des mutilations et finalement les pendre. Les quakers ont continué à arriver en Amérique (ce qui était cette fois une forme active d'action directe); et les livres d'histoire nous rappellent que, après la pendaison de quatre quakers, et la flagellation de Margaret Brewster qui fut attachée à une charrette et promenée à travers les rues de Boston, « les puritains renoncèrent à faire taire les nouveaux missionnaires » et que la « ténacité des quakers et leur non-violence finirent par triompher ».

Autre exemple d'action directe, qui appartient aux débuts de l'histoire coloniale américaine : cette fois, il ne s'agit pas d'un conflit pacifique, mais de la révolte de Bacon. Tous nos historiens défendent l'action des rebelles dans cette affaire, car ceux-ci avaient raison. Et pourtant il s'agissait d'une action directe violente contre une autorité légalement constituée. Laissez-moi vous rappeler les détails de cet événement : les planteurs de Virginie craignaient (avec raison) une attaque générale des Indiens. Partisans de l'action politique, ils demandèrent, ou plutôt leur dirigeant Bacon exigea que le gouverneur lui accorde le droit de recruter des volontaires pour se défendre. Ce dernier craignait — à juste titre — qu'une compagnie d'hommes armés ne devienne une menace pour lui-même. Il refusa donc d'accorder cette permission à Bacon. A la suite de quoi, les planteurs eurent recours à l'action directe. Ils levèrent des volontaires sans autorisation et combattirent victorieusement contre les Indiens. Le gouverneur décréta que Bacon était un traître mais le peuple était de son côté, si bien que le gouverneur eut peur de le traduire en justice. Finalement, la situation s'envenima tellement que les rebelles mirent le feu à Jamestown. Si Bacon n'était pas mort, bien d'autres événements se seraient produits. Bien sûr, la répression fut terrible, comme cela se passe habituellement lorsqu'une révolte s'effondre d'elle-même ou est écrasée. Néanmoins, pendant sa brève période de succès, cette révolte corrigea nombre d'abus. Je suis persuadée que, à l'époque, les partisans de l'action politique à tout prix, après que les réactionnaires furent revenus au pouvoir, ont dû s'exclamer : « Regardez tous les maux que provoque l'action directe ! Notre colonie a fait un bond d'au moins vingt-cinq ans en arrière » ; ils oubliaient que, si les colons n'avaient pas recouru à l'action directe, les Indiens auraient pris leurs scalps un an plus tôt, au lieu que nombre d'entre eux soient pendus par le gouverneur un an plus tard.

Dans la période d'agitation et d'excitation qui précéda la révolution américaine, on assista à toutes sortes d'actions directes, des plus pacifiques aux plus violentes ; je crois que presque tous ceux qui étudient l'histoire des Etats-Unis trouvent que ces actions constituent la partie la plus intéressante de l'histoire, celle qui s'imprègne le plus facilement dans leur mémoire.

Parmi les actions pacifiques, on peut citer notamment les accords de non-importation, les ligues pour porter des vêtements fabriqués dans la colonie et les « comités de correspondance ». Comme les hostilités se développaient inévitablement, l'action directe violente prit elle aussi de l'ampleur ; par exemple, on détruisit les timbres fiscaux, on interdit le débarquement des cargaisons de thé, on les plaça dans des locaux humides, on les jeta dans les eaux du port, comme à Boston, on obligea un propriétaire d'une cargaison de thé à mettre le feu à son propre bateau, comme à Annapolis.

Toutes ces actions sont décrites dans nos manuels d'histoire, et aucun auteur ne les condamne, ou ne les regrette, bien qu'il se soit agi à chaque fois d'actions directes contre des autorités légalement constituées et contre le droit de propriété. Si je cite ces exemples et d'autres de même nature, c'est pour souligner deux points à l'intention de ceux qui répètent certains arguments comme des perroquets : premièrement, les hommes

ont toujours eu recours à l'action directe ; et deuxièmement, ceux qui la condamnent aujourd'hui sont également ceux qui l'approuvent d'un point de vue historique.

George Washington dirigeait la Ligue des planteurs de Virginie contre les importations ; un tribunal lui aurait certainement « enjoint » de ne pas créer une telle organisation et, s'il avait insisté, il lui aurait infligé une amende pour offense à la Cour.

La Guerre de Sécession Lorsque le grand conflit entre le Nord et le Sud s'intensifia, ce fut encore l'action directe qui précéda et précipita l'action politique. Et je ferai remarquer que l'on n'engage jamais, que l'on n'envisage même jamais aucune action politique, tant que les esprits assoupis n'ont pas été réveillés par des actes de protestation directe contre les conditions existantes.

L'histoire du mouvement abolitionniste et de la Guerre de Sécession nous offre un énorme paradoxe, même si nous savons bien que l'histoire n'est qu'une chaîne de paradoxes. Sur le plan politique, les États esclavagistes luttèrent pour une plus grande liberté, pour l'autonomie de chaque État et contre toute intervention du gouvernement fédéral ; par contre, les États non esclavagistes voulaient un État centralisé et fort, État que les sécessionnistes condamnaient avec raison parce qu'il allait donner naissance à des formes de pouvoir de plus en plus tyranniques. Et c'est ce qui arriva. Depuis la fin de la guerre de Sécession, le pouvoir fédéral empiète de plus en plus sur les prérogatives de chaque État. Les négriers modernes (les industriels) se retrouvent continuellement en conflit avec le pouvoir centralisé contre lequel les esclavagistes d'antan protestaient (la liberté à la bouche mais la tyrannie au cœur). D'un point de vue éthique, ce sont les États non esclavagistes qui, en théorie, prônaient une plus grande liberté, tandis que les sécessionnistes défendaient le principe de l'esclavage. Mais cette position éthiquement juste était très abstraite : en effet, la majorité des Nordistes, qui n'avaient jamais côtoyé d'esclaves noirs, pensaient que cette forme d'exploitation était probablement une erreur ; mais ils n'étaient pas pressés de la faire disparaître. Seuls les abolitionnistes, une infime minorité, avaient une véritable position éthique : à leurs yeux seule importait l'abolition de l'esclavage — ils ne se souciaient pas de la sécession ni de l'union entre les États américains. Au point que beaucoup d'entre eux prônaient la dissolution de l'Union ; ils pensaient que le Nord devait en prendre l'initiative afin que les Nordistes ne soient plus accusés de maintenir les Noirs prisonniers de leurs chaînes.

Bien sûr, toutes sortes de gens ayant toutes sortes d'idées voulaient abolir l'esclavage : des quakers comme Whittier (les quakers, ces partisans de la paix à tout prix, furent en fait les premiers partisans de l'abolition de l'esclavage, dès leur arrivée en Amérique) ; des partisans modérés de l'action politique qui voulaient racheter les esclaves pour résoudre le problème rapidement ; et puis des gens extrêmement violents qui croyaient en la violence et menèrent toutes sortes d'actions radicales.

En ce qui concerne les politiciens, pendant trente ans ils essayèrent de se défilier, de conclure des compromis, de marchander, de maintenir le statut quo, d'amadouer les deux parties, alors que la situation exigeait des actes, ou au moins une parodie d'action. Mais « les étoiles dans leur course combattirent contre Sisera », le système s'effondra de l'intérieur et, sans éprouver le moindre remords, les partisans de l'action directe agrandirent les fissures de l'édifice esclavagiste.

Parmi les différentes expressions de la révolte directe mentionnons l'organisation du « chemin de fer souterrain ». La plupart de ceux qui y participèrent soutenaient les deux formes d'action (directe et politique) ; cependant, même si, en théorie, ils pensaient que la majorité avait le droit d'édicter et d'appliquer des lois, ils n'y croyaient pas totalement. Mon grand-père avait fait partie de ce réseau clandestin et aidé de nombreux esclaves à rejoindre le Canada. C'était un homme attaché aux règles, dans la plupart des domaines, même si j'ai souvent pensé qu'il respectait la loi parce qu'il avait rarement affaire à elle ;

ayant toujours mené la vie d'un pionnier, la loi le touchait généralement d'assez loin, alors que l'action directe avait pour lui la valeur d'un impératif. Quoi qu'il en soit, et aussi légaliste fût-il, il n'éprouvait aucun respect pour les lois esclavagistes, même si elles avaient été votées à une majorité de 500 pour cent. Et il violait consciemment toutes celles qui l'empêchaient d'agir.

Parfois, le bon fonctionnement du « chemin de fer souterrain » exigeait l'usage de la violence, et on l'employait. Je me souviens qu'une vieille amie me raconta qu'elle et sa mère avaient surveillé leur porte toute la nuit, pendant qu'un esclave recherché se cachait dans leur cave. Toutes deux avaient beau descendre de familles quakers et sympathiser avec leurs idées, elles avaient un fusil de chasse à portée de main, sur la table. Heureusement, elles n'eurent pas besoin de tirer, ce soir-là.

Lorsque la loi sur les esclaves évadés fut votée, grâce à certains politiciens du Nord qui voulaient encore amadouer les propriétaires d'esclaves, les partisans de l'action directe décidèrent de libérer les esclaves qui avaient été repris. Il y eut l'« opération Shadrach » puis l'opération « Jerry » (cette dernière sous la direction du fameux Gerrit Smith), et bien d'autres qui réussirent ou échouèrent. Cependant les politiciens continuèrent leurs manœuvres et tentèrent de concilier l'inconciliable. Les partisans de la paix à tout prix, les plus légalistes, dénoncèrent les abolitionnistes, un peu de la même façon que des gens comme William D. Haywood et Frank Bohn sont dénoncés par leur propre parti aujourd'hui.

John Brown

L'autre jour, j'ai lu dans le quotidien Daily Socialist de Chicago une lettre du secrétaire du Socialist Party de Louisville au secrétaire national. M. Dobbs demandait que l'on remplace M. Bohn, qui devait venir parler dans sa ville, par un orateur plus responsable et plus raisonnable. Pour expliquer sa démarche, il citait un passage de la conférence de Bohn : « Si les frères McNamara avaient défendu avec succès les intérêts de la classe ouvrière, ils auraient eu raison, de même que John Brown aurait eu raison s'il avait réussi à libérer les esclaves. Pour John Brown, comme pour les McNamara, l'ignorance était leur seul crime. »

Et M. Dobbs de faire le commentaire suivant. « Nous nous élevons fermement contre de tels propos. Cette comparaison entre la révolte ouverte — même si elle était erronée — de John Brown d'un côté, et les méthodes clandestines et meurtrières des frères McNamara de l'autre, est le fruit d'un raisonnement creux qui conduit à des conclusions logiques très dangereuses. »

M. Dobbs ignore certainement ce que furent la vie et les actions de John Brown. Ce partisan convaincu de la violence aurait traité avec mépris quiconque aurait essayé de le faire passer pour un agneau. Et une fois qu'une personne croit en la violence, c'est à elle seule de décider quelle est la façon la plus efficace de l'appliquer, en fonction des conditions concrètes et de ses propres moyens. John Brown n'hésita jamais à utiliser des méthodes conspiratives. Ceux qui ont lu l'Autobiographie de Frederick Douglass et les Souvenirs de Lucy Colman savent que John Brown avait prévu d'organiser une série de camps fortifiés dans les montagnes de la Virginie-Occidentale, de la Caroline du Nord et du Tennessee, d'envoyer des émissaires secrets parmi les esclaves pour les inciter à venir se réfugier dans ces camps, et ensuite réfléchir aux mesures et aux conditions nécessaires pour fomenter la révolte chez les Noirs. Ce plan échoua surtout parce que les esclaves eux-mêmes ne désiraient pas assez fortement la liberté.

Plus tard, lorsque des politiciens à l'esprit tortueux, toujours soucieux de ne rien faire, votèrent la loi Kansas-Nebraska qui laissait les colons décider seuls de la légalité de l'esclavage, les partisans de l'action directe, dans les deux camps, envoyèrent de pseudo-colons dans ces territoires et ceux-ci s'affrontèrent. Les partisans de l'esclavage arrivèrent les premiers; ils rédigèrent une constitution qui reconnaissait l'esclavage et une loi punissant de mort toute personne qui aiderait un esclave à s'échapper; mais les Free Soilers, qui arrivèrent un peu plus tard parce qu'ils venaient d'États plus éloignés, rédigèrent une seconde constitution, et refusèrent de reconnaître les lois de leurs adversaires. John Brown se trouvait parmi eux et utilisa la violence, tantôt ouvertement tantôt clandestinement. Les politiciens décents, favorables à la paix sociale, le considéraient comme un « voleur de chevaux et un assassin ». Et il ne fait pas le moindre doute qu'il vola des chevaux, sans prévenir personne de son intention de les dérober, et qu'il tua des partisans de l'esclavage. Il se battit et réussit à s'en tirer un bon nombre de fois avant qu'il tente de s'emparer de l'arsenal de Harpers Ferry. S'il n'utilisa pas la dynamite, c'est seulement parce qu'elle n'était pas encore une arme très répandue à l'époque. Il attenta à la vie de beaucoup plus de gens que les frères McNamara, dont M. Dobbs condamne les « méthodes meurtrières ». Pourtant les historiens ont compris la portée des actions de John Brown. Cet homme violent, qui avait du sang sur les mains, fut condamné et pendu pour haute trahison; mais tout le monde sait que c'était une âme forte et belle, désintéressée, qui ne pouvait supporter que quatre millions d'hommes soient traités comme des animaux. John Brown pensait que combattre cette injustice, ce crime horrible, était un devoir sacré qu'il accomplissait sur l'ordre de Dieu — car cet homme très religieux appartenait à l'Eglise presbytérienne.

C'est grâce aux actions, pacifiques ou violentes, des précurseurs du changement social que la Conscience Humaine, la conscience des masses, s'éveille au besoin du changement. Il serait absurde de prétendre qu'aucun résultat positif n'a jamais été obtenu par les moyens politiques traditionnels; parfois de bonnes choses en résultent. Mais jamais tant que la révolte individuelle, puis la révolte des masses ne l'imposent. L'action directe est toujours le héraut, l'élément déclencheur, qui permet à la grande masse des indifférents de prendre conscience que l'oppression devient intolérable.

Les luttes actuelles contre l'esclavage salarié

Nous subissons maintenant l'oppression dans ce pays — et pas seulement ici, mais dans toutes les parties du monde qui jouissent des bienfaits fort contrastés de la civilisation. Et de même que l'ancien esclavage, le nouveau provoque à la fois des actions directes et des actions politiques. Une fraction de la population américaine produit la richesse matérielle qui permet à tous de vivre; exactement de la même façon que quatre millions d'esclaves noirs entretenaient la foule de parasites qui les commandaient. Aujourd'hui ce sont les travailleurs agricoles et les ouvriers d'industrie.

A travers l'action imprévisible d'institutions qu'aucun d'eux n'a créées, mais qui sévissent depuis leur naissance, ces travailleurs, la partie la plus indispensable de toute la structure sociale, sans le travail desquels personne ne pourrait ni manger, ni s'habiller, ni se loger, ces travailleurs, disais-je, sont justement ceux qui disposent du moins de nourriture, de vêtements et des pires logements — sans parler des autres bienfaits que la société est censée leur dispenser, comme l'éducation et l'accès aux plaisirs artistiques.

Ces ouvriers ont, d'une façon ou d'une autre, joint leurs efforts pour que leur condition s'améliore; en premier lieu par l'action directe, en second lieu par l'action politique. Nous avons des groupes comme la Grange, les Farmers'Alliances, les coopératives, les

colonies expérimentales, les Knights of Labor, les syndicats et les Industrial Workers of the World. Tous ont organisé les travailleurs pour alléger le poids de l'exploitation, pour des prix meilleur marché, des conditions de travail moins catastrophiques, et une journée de travail un peu plus courte; ou contre une réduction de salaire, la détérioration des conditions de travail ou l'allongement des horaires.

Aucun de ces groupes, à part les IWW, n'a reconnu qu'il existe une guerre sociale et qu'elle se poursuivra tant que se perpétueront les conditions sociales et juridiques actuelles. Ils ont accepté les institutions fondées sur la propriété privée, telles qu'elles étaient. Ces organisations regroupent des gens ordinaires, aux aspirations ordinaires, et elles ont entrepris de faire ce qu'il leur semblait possible et raisonnable d'accomplir. Lors de la création de ces groupes, ces militants ne se sont pas engagés sur un programme politique particulier, ils se sont associés pour mener une action directe, décidée par eux-mêmes, offensive ou défensive.

Il y a vingt-deux ans, j'ai rencontré des militants des Farmers'Alliances, des Knights of Labor et des syndicalistes qui m'ont dit cela. Ils voulaient lutter pour des objectifs plus larges que ceux que proposés par leurs organisations; mais ils devaient aussi accepter leurs camarades de travail comme ils étaient, et essayer de les inciter à lutter pour des objectifs immédiats qu'ils percevaient clairement : prix plus justes, salaires plus élevés, conditions de travail moins dangereuses ou moins tyranniques, semaine de travail moins longue. A l'époque où sont nés ces mouvements, les travailleurs agricoles ne pouvaient pas comprendre que leur lutte convergeait avec le combat des ouvriers des usines ou des transports; et ces derniers ne voyaient pas non plus leurs points communs avec le mouvement des paysans. D'ailleurs, même aujourd'hui, peu d'entre eux le comprennent. Ils doivent encore apprendre qu'il n'existe qu'une seule lutte commune contre ceux qui se sont approprié les terres, les capitaux et les machines.

Malheureusement les grandes organisations paysannes ont gaspillé leur énergie en s'engageant dans une course stupide au pouvoir politique. Elles ont réussi à prendre le pouvoir dans certains États, mais les tribunaux ont déclaré que les lois votées n'étaient pas constitutionnelles, et toutes leurs conquêtes politiques ont été enterrées. A l'origine, leur programme visait à construire leurs propres silos, y stocker les produits et les tenir à l'écart du marché jusqu'à ce qu'ils puissent échapper aux spéculateurs. Ils voulaient aussi organiser des échanges de services et imprimer des billets de crédit pour les produits déposés afin de payer ces échanges. Si ce programme d'aide mutuelle directe avait fonctionné, il aurait montré, dans une certaine mesure, au moins pendant un temps, comment l'humanité peut se libérer du parasitisme des banquiers et des intermédiaires. Bien sûr, ce projet aurait fini par être liquidé, à moins que sa vertu exemplaire n'ait bouleversé tellement l'esprit des hommes qu'il leur ait donné envie de mettre fin au monopole légal de la terre et des capitaux; mais au moins ce projet aurait eu un rôle éducatif fondamental. Malheureusement, ce mouvement poursuivait une chimère et se désintégra surtout à cause de sa futilité.

Les Knights of Labor sont eux aussi devenus pratiquement insignifiants, non pas parce qu'ils n'ont pas eu recours à l'action directe, ni parce qu'ils se sont mêlés de politique, mais parce qu'il s'agissait d'une masse d'ouvriers trop hétérogène pour réussir à conjurer efficacement leurs efforts.

Pourquoi les patrons ont peur des grèves

Les syndicats ont atteint une taille bien plus imposante que celle des Knights of Labor et leur pouvoir a continué à croître, lentement mais sûrement. Certes cette croissance

a connu des fluctuations, des reculs ; de grandes organisations ont surgi puis disparu. Mais dans l'ensemble, les syndicats constituent un pouvoir en plein développement. Malgré leurs faibles ressources, ils ont offert, à une certaine fraction des travailleurs, un moyen d'unir leurs forces, de faire pression directement sur leurs maîtres et d'obtenir ainsi une petite partie de ce qu'ils voulaient — de ce qu'ils devaient essayer d'obtenir, vu leur situation. La grève est leur arme naturelle, celle qu'ils se sont forgée eux-mêmes. Neuf fois sur dix, les patrons redoutent la grève — même si, bien sûr, il peut arriver que certains s'en réjouissent, mais c'est plutôt rare. Les patrons savent qu'ils peuvent gagner contre les grévistes, mais ils ont terriblement peur que leur production s'interrompe. Par contre, ils ne craignent nullement un vote qui exprimerait « la conscience de classe » des électeurs ; à l'atelier, vous pouvez discuter du socialisme, ou de n'importe quel autre programme ; mais le jour où vous commencez à parler de syndicalisme, attendez-vous à perdre votre travail ou au moins à ce que l'on vous menace et que l'on vous ordonne de vous taire. Pourquoi ? Le patron se moque de savoir que l'action politique n'est qu'une impasse où s'égare l'ouvrier, et que le socialisme politique est en train de devenir un mouvement petit-bourgeois. Il est persuadé que le socialisme est une très mauvaise chose — mais il sait aussi que celui-ci ne s'instaurera pas demain. Par contre, si tous ses ouvriers se syndiquent, il sera immédiatement menacé. Son personnel aura l'esprit rebelle, il devra dépenser de l'argent pour améliorer les conditions de travail, il sera obligé de garder des gens qu'il n'aime pas et, en cas de grève, ses machines ou ses locaux seront peut-être endommagés.

On dit souvent, et on le répète parfois jusqu'à la nausée, que les patrons ont une « conscience de classe », qu'ils sont solidement soudés pour défendre leurs intérêts collectifs, et sont prêts individuellement à subir toutes sortes de pertes plutôt que de trahir leurs prétendus intérêts communs. Ce n'est absolument pas vrai. La majorité des capitalistes sont exactement comme la plupart des ouvriers : ils se préoccupent beaucoup plus de leurs pertes personnelles (ou de leurs gains) que des pertes (ou des victoires) de leur classe. Et lorsqu'un syndicat menace un patron, c'est à son portefeuille qu'il s'en prend.

Toute grève est synonyme de violence

Aujourd'hui chacun sait qu'une grève, quelle que soit sa taille, est synonyme de violence. Même si les grévistes ont une préférence morale pour les méthodes pacifiques, ils savent parfaitement que leur action causera des dégâts. Lorsque les employés du télégraphe font grève, ils sectionnent des câbles et scient des pylônes, tandis que les jaunes bousillent leurs instruments de travail parce qu'ils ne savent pas les utiliser. Les sidérurgistes s'affrontent physiquement aux briseurs de grève, cassent des carreaux, détrouquent certains appareils de mesure, endommagent des laminoirs qui coûtent très cher et détruisent des tonnes de matières premières. Les mineurs endommagent des pistes et des ponts et font sauter des installations. S'il s'agit d'ouvriers, ou d'ouvrières, du textile, un incendie d'origine inconnue éclate, des pierres volent à travers une fenêtre apparemment inaccessible ou une brique est lancée sur la tête d'un patron. Quand les employés des tramways font grève, ils arrachent les rails ou élèvent des barricades sur les voies avec des charrettes ou des wagons retournés, des clôtures volées, des voitures incendiées. Lorsque les cheminots se mettent en colère, des moteurs « expirent », des locomotives folles démarrent sans conducteur, des chargements déraillent et des trains sont bloqués. S'il s'agit d'une grève du bâtiment, les travailleurs dynamitent des constructions. Et à chaque fois, des combats éclatent entre d'un côté les briseurs de grève et les jaunes et, de l'autre, les grévistes et leurs sympathisants, entre le Peuple et la Police.

Pour les patrons, une grève sera synonyme de projecteurs, de fil de fer barbelé, de palissades, de locaux de détention, de policiers et d'agents provocateurs, de kidnappings violents et d'expulsions. Ils inventeront tous les moyens possibles pour se protéger directement, sans compter l'ultime recours à la police, aux milices, aux brigades spéciales et aux troupes fédérales.

Tout le monde sait cela et sourit lorsque les responsables syndicaux protestent, affirmant que leurs organisations sont pacifiques et respectent les lois. Tout le monde est conscient qu'ils mentent. Les travailleurs savent que les grévistes utilisent la violence, à la fois ouvertement et clandestinement, et qu'ils n'ont pas d'autres moyens, s'ils ne veulent pas capituler immédiatement. Et la population ne confond pas les grévistes qui sont obligés de recourir à la violence avec les crapules destructrices qui les provoquent délibérément. Généralement, les gens comprennent que les grévistes agissent ainsi parce qu'ils sont poussés par la dure logique d'une situation qu'ils n'ont pas créée, mais qui les force à attaquer pour survivre, sinon ils seront obligés de tomber tout droit dans la misère jusqu'à ce que la mort les frappe, à l'hospice, dans les rues des grandes villes ou sur les berges boueuses d'une rivière. Telle est l'horrible situation devant laquelle se trouvent les ouvriers ; ce sont les êtres les plus humains — ils font un détour pour soigner un chien blessé, ou ramener chez eux un chiot et le nourrir, ou s'écartent d'un pas pour ne pas écraser un ver de terre — et ils recourent à la violence contre leurs congénères. Ils savent, parce que la réalité le leur a appris, que c'est l'unique façon de gagner, si tant est qu'ils puissent gagner quelque chose. « Vous n'avez qu'à mieux voter aux prochaines élections ! » affirment certains. Il m'a toujours semblé qu'il s'agit de l'une des réponses les plus ridicules qu'une personne puisse faire, lorsqu'un gréviste lui demande de l'aide face à une situation matérielle délicate, et alors que les élections auront lieu dans six mois, un an voire deux ans.

Malheureusement, ceux qui savent comment la violence est utilisée dans la guerre des syndicats contre les patrons ne prennent pas publiquement la parole pour dire : « Tel jour, à tel endroit, telle action spécifique a été entreprise ; telles et telles concessions ont été accordées à la suite de cette action ; tel patron a capitulé. » Agir ainsi mettrait en péril leur liberté et leur pouvoir de continuer le combat. C'est pourquoi ceux qui sont les mieux informés doivent se taire et ricaner discrètement en écoutant les ignorants pérorer. Pourtant seule la connaissance des faits peut éclaircir leur position.

Les adversaires de l'action directe

Ces dernières semaines, certains n'ont pas été avares de paroles creuses. Des orateurs et des journalistes, honnêtement convaincus de l'efficacité de l'action politique, persuadés qu'elle seule peut permettre aux ouvriers de remporter la bataille, ont dénoncé les dommages incalculables causés par ce qu'ils appellent l'action directe (ils veulent dire en fait la « violence conspiratrice »).

Un certain Oscar Ameringer, par exemple, a récemment déclaré, lors d'un meeting à Chicago, que la bombe lancée à Haymarket Square en 1886 avait fait reculer le mouvement pour la journée de huit heures d'un quart de siècle. D'après lui, ce mouvement aurait été victorieux si la bombe n'avait pas été lancée. Ce monsieur commet une grave erreur.

Personne n'est capable de mesurer précisément l'effet positif ou négatif d'une action, à l'échelle de plusieurs mois ou de plusieurs années. Personne ne peut démontrer que la journée de huit heures aurait pu devenir obligatoire vingt-cinq ans auparavant.

Nous savons que les législateurs de l'Illinois ont voté une loi pour la journée de 8 heures en 1871 et que ce texte est resté lettre morte. On ne peut pas davantage démontrer que l'action directe des ouvriers aurait pu l'imposer. Quant à moi, je pense que des facteurs beaucoup plus puissants que la bombe de Haymarket ont joué un rôle.

D'un autre côté, si l'on croit que l'influence négative de la bombe a été si puissante, alors les conditions de travail et l'exercice des activités syndicales devraient être bien plus difficiles à Chicago que dans les villes où rien d'aussi grave ne s'est produit. Pourtant on constate le contraire. Même si les conditions des travailleurs y sont déplorables, elles sont bien moins mauvaises à Chicago que dans d'autres grandes villes, et le pouvoir des syndicats y est plus développé que dans n'importe quel autre endroit, excepté San Francisco. Si l'on veut donc absolument tirer des conclusions à propos des effets de la bombe de Haymarket, il faut tenir compte de ces faits avant d'avancer une hypothèse. En ce qui me concerne, je ne pense pas que cet événement ait joué un rôle important dans l'évolution du mouvement ouvrier.

Et il en sera de même avec la vigoureuse actuelle contre la violence. Rien n'a fondamentalement changé. Deux hommes ont été emprisonnés pour ce qu'ils ont fait (il y a vingt-quatre ans, leurs semblables ont été pendus pour des actes qu'ils n'avaient pas commis) et quelques autres seront peut-être incarcérés. Mais les forces de la Vie continueront à se révolter contre leurs chaînes économiques. Cette révolte ne faiblira pas, peu importe le parti qui remportera ou perdra les élections, jusqu'à ces chaînes soient brisées.

Comment pourrions-nous briser nos chaînes ? Les partisans de l'action politique nous racontent que seule l'action électorale du parti de la classe ouvrière pourra atteindre un tel résultat ; une fois élus, ils entreranno en possession des sources de la Vie et des moyens de production ; ceux qui aujourd'hui possèdent les forêts, les mines, les terres, les canaux, les usines, les entreprises et qui commandent aussi au pouvoir militaire à leur botte, en bref les exploiters, abdiqueront demain leur pouvoir sur le peuple dès le lendemain des élections qu'ils auront perdues.

Et en attendant ce jour béni ?

En attendant, soyez pacifiques, travaillez bien, obéissez aux lois, faites preuve de patience et menez une existence frugale (comme Madero le conseilla aux paysans mexicains après les avoir vendus à Wall Street).

Si certains d'entre vous sont privés de leurs droits civiques, ne vous révoltez même pas contre cette mesure, cela risquerait de « faire reculer le parti ».

Action politique et action directe J'ai déjà dit que, parfois, l'action politique obtient quelques résultats positifs — et pas toujours sous la pression des partis ouvriers, d'ailleurs. Mais je suis absolument convaincue que les résultats positifs obtenus occasionnellement sont annulés par les résultats négatifs ; de même que je suis convaincue que, si l'action directe a parfois des conséquences négatives, celles-ci sont largement compensées par les conséquences positives de l'action directe.

Presque toutes les lois originellement conçues pour le bénéfice des ouvriers sont devenues une arme entre les mains de leurs ennemis, ou bien sont restées lettre morte, sauf lorsque le prolétariat et ces organisations ont imposé directement leur application. En fin de compte, c'est toujours l'action directe qui a le rôle moteur. Prenons par exemple la loi antitrust censée bénéficier au peuple en général et à la classe ouvrière en particulier. Il y a environ deux semaines, 250 dirigeants syndicaux ont été cités en justice. La

compagnie de chemins de fer Illinois Central les accusait en effet d'avoir formé un trust en déclenchant une grève !

Mais la foi aveugle en l'action indirecte, en l'action politique, a des conséquences bien plus graves : elle détruit tout sens de l'initiative, étouffe l'esprit de révolte individuelle, apprend aux gens à se reposer sur quelqu'un d'autre afin qu'il fasse pour eux ce qu'ils devraient faire eux-mêmes ; et enfin elle fait passer pour naturelle une idée absurde : il faudrait encourager la passivité des masses jusqu'au jour où le parti ouvrier gagnera les élections ; alors, par la seule magie d'un vote majoritaire, cette passivité se transformera tout à coup en énergie. En d'autres termes, on veut nous faire croire que des gens qui ont perdu l'habitude de lutter pour eux-mêmes en tant qu'individus, qui ont accepté toutes les injustices en attendant que leur parti acquière la majorité ; que ces individus vont tout à coup se métamorphoser en véritables « bombes humaines », rien qu'en entassant leurs bulletins dans les urnes !

Les sources de la Vie, les richesses naturelles de la Terre, les outils nécessaires pour une production coopérative doivent devenir accessibles à tous. Le syndicalisme doit élargir et approfondir ses objectifs, sinon il disparaîtra ; et la logique de la situation forcera graduellement les syndicalistes à en prendre conscience. Les problèmes des ouvriers ne pourront jamais être résolus en tabassant des jaunes, tant que des cotisations élevées et d'autres restrictions limiteront les adhésions au syndicat et pousseront certains travailleurs à aider les patrons. Les syndicats se développeront moins en combattant pour des salaires plus élevés qu'en luttant pour une semaine de travail plus courte, ce qui permettra d'augmenter le nombre de leurs membres, d'accepter tous ceux qui veulent adhérer. Si les syndicats veulent gagner des batailles, tous les ouvriers doivent s'allier et agir ensemble, agir rapidement (sans en avertir les patrons à l'avance) et profiter de leur liberté d'agir ainsi à chaque fois. Et si, un jour, les syndicats regroupent tous les ouvriers, aucune conquête ne sera permanente, à moins qu'ils se mettent en grève pour tout obtenir — pas une augmentation de salaire, ni une amélioration secondaire, mais toutes les richesses de la nature — et qu'ils procèdent, dans la foulée, à l'expropriation directe et totale !

Le pouvoir des ouvriers ne réside pas dans la force de leur vote, mais dans leur capacité à paralyser la production. La majorité des électeurs ne sont pas des ouvriers. Ceux-ci travaillent à un endroit aujourd'hui, à un autre demain, ce qui empêche un grand nombre d'entre eux de voter ; un grand pourcentage des ouvriers dans ce pays sont des étrangers qui n'ont pas le droit de voter. Les dirigeants socialistes le savent parfaitement. La preuve ? Ils affadissent leur propagande sur tous les points afin de gagner le soutien de la classe capitaliste, du moins des petits entrepreneurs. Selon la presse socialiste, des spéculateurs de Wall Street assurent qu'ils sont prêts à acheter des actions de Los Angeles à un administrateur socialiste aussi bien qu'à un administrateur capitaliste. Les journaux socialistes prétendent que l'administration actuelle de Milwaukee a créé une situation économique très favorable aux petits investisseurs ; leurs articles publicitaires conseillent aux habitants de cette ville de se rendre chez Dupont ou Durand sur Milwaukee Avenue, qui les servira aussi bien qu'un grand magasin dépendant d'une grosse chaîne commerciale. En clair, parce que nos socialistes savent qu'ils ne pourront pas obtenir une majorité sans les voix de cette classe sociale, ils essaient désespérément de gagner le soutien (et de prolonger la vie) de la petite-bourgeoisie que l'économie socialiste fera disparaître.

Au mieux, un parti ouvrier pourrait, en admettant que ses députés restent honnêtes, former un solide groupe parlementaire qui conclurait des alliances ponctuelles avec tel ou tel autre groupe afin d'obtenir quelques mini-réformes politiques ou économiques.

Mais lorsque la classe ouvrière sera regroupée dans une seule grande organisation syndicale, elle pourra montrer à la classe possédante, en cessant brusquement le travail dans toutes les entreprises, que toute la structure sociale repose sur le prolétariat ; que les biens des patrons n'ont aucune valeur sans l'activité des travailleurs ; que des protestations comme les grèves sont inhérentes à ce système fondé sur la propriété privée et qu'elles se reproduiront tant qu'il ne sera pas aboli. Et, après l'avoir montré dans les faits, les ouvriers exproprieront tous les possédants.

« Mais le pouvoir militaire, objectera le partisan de l'action politique, nous devons d'abord obtenir le pouvoir politique, sinon on utilisera l'armée contre nous ! »

Contre une véritable grève générale, l'armée ne peut rien. Oh, bien sûr, si vous avez un socialiste dans le genre d'Aristide Briand au pouvoir, il sera prêt à déclarer que les ouvriers sont tous des « serviteurs de l'Etat » et à essayer de les faire travailler contre leurs propres intérêts. Mais contre le solide mur d'une masse d'ouvriers immobiles, même un Briand se cassera les dents.

En attendant, tant que la classe ouvrière internationale ne se réveillera pas, la guerre sociale se poursuivra, malgré toutes les déclarations hystériques de tous ces individus bien intentionnés qui ne comprennent pas que les nécessités de la Vie puissent s'exprimer ; malgré la peur de tous ces dirigeants timorés ; malgré toutes les revanches que prendront les réactionnaires ; malgré tous les bénéfices matériels que les politiciens retirent d'une telle situation. Cette guerre de classe se poursuivra parce que la Vie crie son besoin d'exister, qu'elle étouffe dans le carcan de la Propriété, et qu'elle ne se soumet pas.

Et que la Vie ne se soumettra pas.

Cette lutte durera tant que l'humanité ne se libérera pas elle-même pour chanter l'Hymne à l'Homme de Swinburne :

« Gloire à l'Homme dans ses plus beaux exploits Car il est le maître de toutes choses.
»

Bibliothèque anarchiste

Voltaireine de Cleyre
De l'action directe
1914 (ed. Alexandre Berkman)

extrait le 30 juillet 2026 de Wikisource
Traduction par Yves Coleman

bibliotheque-anarchiste.com